

Une politique d'austérité sans précédent s'abat sur les services publics et sur l'ensemble des salariés et fonctionnaires de notre pays.

Imposée par les instances européennes et internationales, appliquée avec célérité par le gouvernement, cette politique aveuglément axée sur la réduction des déficits refuse toute reprise de croissance par la consommation et stigmatise toutes les politiques publiques.

Après le gel annoncé d'une 4ème année (voire une 5ème...) du point d'indice des fonctionnaires, après la diminution d'au moins 50 % des mesures catégorielles (avancements, promotions, primes), après la diminution des crédits de fonctionnement et celui de l'action sociale, ce sont maintenant les retraités qui sont sacrifiés sur l'autel de la rigueur.

Les pistes discutées par le gouvernement après la publication du rapport Moreau, notamment l'allongement de la durée de cotisation (43 voire 44 ans), l'augmentation des cotisations salariales et patronales, et l'alignement (donc l'augmentation) de la CSG des retraités sur celle des actifs, vont une fois de plus, satisfaire les marchés financiers au détriment des salariés et des retraités.

Dans le même temps, l'espérance de vie en bonne santé diminue et se situe autour de 62 ans pour les hommes et 63 ans pour les femmes, le taux de chômage approche les 10 % et le taux d'emploi des seniors en France est celui qui a subi la plus forte baisse en Europe.

On peut donc légitimement se demander si les salariés arriveront à travailler plus longtemps, tant en terme de maintien dans l'emploi, qu'en terme de santé au travail....

L'opposition public-privé a été immédiatement alimentée dans cette réforme des retraites par l'annonce de la remise en cause du calcul de la pension sur les 6 derniers mois. Même si le gouvernement ne semble pas confirmer cette option du rapport Moreau, **restons vigilants**.

Pour la FGF-FO, la casse permanente du Service public doit cesser.

Le projet de Loi de finances 2014 programme la suppression de 13 158 postes dans la fonction publique de l'Etat dont seulement 9 949 seront redéployés vers les missions prioritaires, soit une suppression incontournable de 3 209 postes. L'exercice de nombreuses missions va se compliquer à l'extrême, certaines seront abandonnées, les conditions de travail vont encore se dégrader, la désertification et la déshumanisation du service public vont croître.

Le service public, la fonction publique et ses agents sont des éléments essentiels de notre démocratie. Garant d'une cohésion sociale et d'une égalité de droits, ils doivent être renforcés et non affaiblis ou détruits.

La FGF-FO qui défend le statut général, le code des pensions civiles et militaires, et revendique l'augmentation de la valeur du point d'indice, l'arrêt des suppressions de postes et la mise en œuvre des recrutements nécessaires, sera donc présente le 10 septembre prochain dans la rue.

Fonctionnaires, agents publics, salariés : tous ensemble en grève le 10 septembre 2013 !